



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

On ne lâche rien ! Ensemble, solidaires pour notre paysannerie.

Plus que jamais, les familles paysannes sont esseulées et leurs problèmes niés par les instances politiques, sociales et économiques de notre pays. Même celles censées les défendre. Un coup d'œil au rapport agricole 2015 publié en novembre par l'OFAG et intégralement disponible sur Internet montre la profondeur et l'ampleur des doutes et des craintes qui secouent l'entier du monde agricole suisse. Les fermes continuent à mettre la clé sous la porte, et les si mal-nommés exploitants agricoles à se suicider. Pendant ce temps, la commission consultative agricole appelle à rejeter l'initiative sur la Souveraineté Alimentaire (voire p. 2), ce qui se comprend lorsqu'on observe la composition de cette commission, faite du gratin des conseils de fondation ou d'administration de l'agroalimentaire et de la grande distribution. Une fois de plus c'est le sacro-saint libre-échange qui prime, la survie des familles paysannes ne faisant clairement pas le poids face à cette pseudo-nécessité économique.

Plus que jamais, les agriculteurs doivent se battre pour leurs droits. Écoutons notre président, Charles-Bernard Bolay : « Quand vas-tu, paysan, cesser de te laisser spolier le fruit de ton travail par la grande distribution et ses complices au sein de nos organisations agricoles ? Ces centrales laitières, céréalières ou fruitières qui se vantent d'appartenir à leurs membres paysans alors qu'elles les soumettent aux lois du marché, pour leur plus grand profit. Quand vas-tu, paysan, demander des comptes à tes représentants auto-proclamés au sein de l'USP et consorts ? Renier ceux qui prétendent défendre une agriculture familiale sans jamais exiger des prix qui nous permettraient à nous, familles paysannes, de vivre décemment de notre travail. Et d'offrir à nos enfants des perspectives d'avenir dans cette belle profession qui nous lie à la terre. Quand vas-tu, paysan, t'opposer à l'OFAG, qui



nous vend à vil prix contre quelques accords internationaux de libre-échange ? Un libre-échange qui n'avantage que le profit personnel de quelques-uns, aux dépens de la société qui nous abrite tous. »

Plus que jamais, le sort des consommateurs et celui des agriculteurs sont liés. Intriqués. Pour le meilleur et pour le pire. Les paysans s'occupent de notre environnement, parfois mal selon certains (voire p. 3 de notre numéro précédent) parfois mieux (voire p. 3). Parfois le consommateur se nourrit de la production des paysans suisses. Parfois cela est facile et sain, mais souvent c'est ou l'un ou l'autre. Une alimentation qui soit à la fois saine, équitable, locale et abordable n'est pas encore la norme. Loin de là. Et oui le terme de commerce équitable ne peut plus

uniquement faire référence aux plantations de bananes des pays « en voie de développement ». L'équité manque aussi cruellement aux portes de nos villes, là où le lait se vend à 50 centimes et où l'accès à la terre devient impossible. Et puis les multinationales grandissent, les fossés se creusent, les heures passées aux champs s'allongent, tandis que celles pour prendre du recul ou s'informer rétrécissent comme peau de chagrin.

Plus que jamais, Uniterre a besoin de l'engagement de chacun pour cette cause commune et de votre soutien financier, avant que nos sols ne disparaissent sous les pressions du commerce international, engloutissant nos paysans avec eux.

*Eline Müller**

*Eline Müller travaille au secrétariat jusqu'au 1^{er} sept.



Lettre ouverte
À la commission consultative...

Page 2



Biodiversité
Terrain d'entente

Page 3



International
Pologne : fermes laitières

Pages 4-5



Accès à la terre
Le Lombric

Page 7

LETTRÉ OUVERTE À LA COMMISSION CONSULTATIVE POUR L'AGRICULTURE

Mais où se situent les perspectives d'avenir dans l'agriculture ?

Le 4 juillet dernier, la commission consultative agricole s'est fendue d'un communiqué pour annoncer qu'elle soutenait à une large majorité la décision du Conseil fédéral de refuser l'initiative « Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous » sans contre-projet. Elle s'en explique par la phrase suivante : « L'initiative n'ouvre pas de perspectives d'avenir pour l'agriculture et le secteur agroalimentaire suisses, soulignant également le risque d'isolement de la Suisse à l'échelle internationale, si le texte est accepté ». Dans le même communiqué elle « se félicite par ailleurs de l'amélioration de l'appréciation des revenus agricoles ».



A lire ses lignes nous pourrions nous demander si la « large majorité » de la commission consultative vit bien sur la même planète que les paysannes et paysans suisses... Chaque jour en Suisse, près de 3 fermes mettent la clé sous le paillason. Le prix du lait a chuté de 80 cts par litre en 2008 à moins de 50 centimes aujourd'hui. Le prix du porc équivaut à celui des années 1960. Quant aux céréales, les paysans se demandent encore s'il vaut la peine d'en cultiver vu le manque de rentabilité... Et pourtant, la commission semble estimer que c'est cette situation qui offre des perspectives d'avenir et que les revenus se sont améliorés.

Nous pourrions faire une analyse détaillée des liens d'intérêt des membres

de la commission consultative¹, largement orientés vers les échelons en aval de l'agriculture mais n'y perdons pas de temps.

Posons-nous surtout la question cruciale à laquelle nous espérons une réponse rapide : « quelle est, pour cette commission, une agriculture d'avenir ? ». Personnellement, je n'arrive pas à cerner leur projet à part si ce n'est celui de poursuivre la politique actuelle qui va droit dans le mur tant au plan national qu'international. En Suisse, nous avons perdu 45% de nos fermes depuis les années 90. Le nombre d'emplois agricoles est passé dans la même période de 250'000 à 150'000. Les exploitations ne cessent de s'agrandir sans pour autant permettre aux paysans en place de tirer leur épingle du jeu. Nous avons des problèmes de

pesticides, d'antibiotiques et j'en passe. Le marché agroalimentaire est devenu une véritable jungle où seuls les grands distributeurs tirent encore les ficelles. Quand il n'y aura plus de paysans en Suisse, il y aura bien sûr toujours des distributeurs qui ne vendront plus que des denrées alimentaires produites aux quatre coins du globe sans que nous, citoyens, ayons encore notre mot à dire sur les normes de production que nous souhaiterions voire appliquées (OGM, pesticides, antibiotiques, etc.).

En ce qui concerne les porteurs de l'initiative « Pour la souveraineté alimentaire », nous voulons, comme nos collègues paysans et leurs alliés d'autres régions du monde, développer un véritable projet porteur d'avenir qui favorise une agriculture paysanne rémunératrice et une alimentation durable dans nos différentes contrées et qui soient à l'écoute des sociétés qui l'entourent. Uniterre est membre de La Via Campesina, mouvement paysan international représentant près de 300 millions de paysans situés sur tous les continents. Alors en ce qui concerne l'argument de l'isolement avancé par la commission consultative, on repassera. Nous ne voulons pas fermer les frontières, mais leur redonner un rôle de régulation éthique. Nous sommes favorables au commerce international pour autant que celui-ci ne soit pas basé sur le libre-échange et qu'il reste

autant que faire se peut secondaire à la production indigène. Nous promouvons les échanges commerciaux équitables et éthiques sur le plan national comme international. Mais peut-être que cette manière de procéder ne génère pas suffisamment de profit pour certains acteurs de la filière alimentaire ce qui expliquerait leur opposition frontale ?

Pourtant, nous n'envisageons pas la filière alimentaire sans les autres acteurs ; qu'ils soient transformateurs ou commerçants, tous ont bien un rôle à jouer. Nous voulons simplement mettre un terme à un système qui ne profite qu'à certains maillons de la chaîne alimentaire, exploitant les paysans et les travailleurs agricoles d'une part et profitant des consommateurs d'autre part. Une répartition juste de la valeur ajoutée n'est pas du domaine de l'impossible.

Un brin d'esprit d'innovation et d'ouverture est attendu d'une commission qui est sensée élaborer des recommandations au Conseil fédéral.

A bon entendeur

*Valentina Hemmeler Maïga,
membre du comité d'initiative*

¹ Composition de la commission consultative pour l'agriculture https://www.admin.ch/ch/f/cf/ko/gremium_10351.html

LAIT

Que vaut le manifeste du Sommet du lait ?

Au Sommet du lait, tous étaient unanimes quant aux revendications à poser. On a critiqué l'absence de contrats d'achat de lait réglant la quantité et le prix du lait livré. D'où l'une des revendications aux instances politiques : « un appui politique supplémentaire pour l'amélioration des bases légales relatives aux contrats d'achat de lait ». Même le Conseiller fédéral

Schneider-Amman, dans sa réponse à la question de Markus Hausammann (CN), a admis la nécessité d'améliorer la situation juridique concernant les contrats d'achat du lait.

Dernièrement, les producteurs de la MIBA et de Nordostmilch ont reçu les conditions d'achat de la nouvelle MOOH. En résumé : chacun peut livrer autant qu'il veut ! S'il choisit ce modèle, il n'a qu'à annoncer la quantité mensuelle souhaitée. Est-ce l'application du Manifeste du Sommet du lait ? Comment la MOOH veut-elle assurer de produire en fonction de la demande ? À quoi les paysans du comité de gestion de la MIBA et de

la NOM ont-ils bien pu penser ? Les seuls qui souffrent de la surproduction, ce sont les paysans. C'est nous, les idiots, puisque nous produisons trop. À quoi ça sert de demander de meilleures conditions-cadres au Sommet du lait si nous établissons parallèlement des conditions de livraison pareilles ? C'est extrêmement contradictoire. Il faut croire que la crise actuelle a eu des répercussions sur les capacités intellectuelles de nombreux paysans.

*Werner Locher, Bonstetten
traduction : Stefanie Schenk*

à lire également, sur notre site :

« Marché laitier : un cas à assainir »
de Dr. sc. nat. Hans-Ulrich Huber,
Protection Suisse des Animaux PSA

www.uniterre.ch



Photo: Mathias Stalder

PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

La biodiversité comme terrain d'entente

Protection de la biodiversité : un ambitieux projet du WWF prend en charge des connexions naturelles sur des terres agricoles. Les connexions qui naissent sont aussi humaines, entre biologistes, agriculteurs et bénévoles. Un projet encourageant qui réconcilie deux milieux trop souvent opposés.

La biodiversité, pomme de discorde et réservoir d'opportunités

La biodiversité est un sujet cher aux environnementalistes. Ils clament haut et fort que « la disparition des espèces a été accélérée selon diverses évaluations d'un facteur de 1'000 à 10'000 en raison de l'influence humaine »¹ et que « la Suisse fait partie des pays au plus grand pourcentage d'espèces sur la Liste rouge. »² Et bien sûr, après les villes, ce sont les zones agricoles qui sont le plus montrées du doigt. En effet, depuis les besoins d'autosuffisance alimentaire liés au plan Wahlen dans les années 40, la Suisse a procédé à une intensification de son agriculture, qui a eu – on ne peut plus le nier – des conséquences désastreuses pour la faune, la flore et la vie des sols. Mais s'attaquer constamment aux agriculteurs, diaboliser le paysan-pollueur est contre-productif et extrêmement réducteur³. Si le producteur utilise des méthodes préjudiciables à la biodiversité, c'est souvent qu'il n'a pas le choix. Même s'il est cultivé en bio et qu'il est sensible à la question, il reste malgré lui acteur d'un système nocif à la biodiversité.

De plus, vouloir faire passer le paysan pour un « entrepreneur en agriculture » (pour reprendre un terme cher à Nicolas Sarkozy) qui ne chercherait que les rendements, est la preuve d'un manque de respect et de connaissance crasse. Comme si l'écologiste, de son bureau, aimait d'avantage la nature que celui qui la côtoie chaque jour. Malgré toutes les difficultés, sociales ou économiques, rencontrées par le monde agricole, la principale préoccupation des familles paysannes est... la disparition des abeilles ! C'est en effet ce qui ressort d'un sondage mené par Agroscope en 2012, analysé sous les angles forces-faiblesses et risques-opportunités, et cité dans le rapport agricole de l'OFAG⁴. Qu'on cesse donc de nous dire que l'agriculteur est l'ennemi de la biodiversité !

Le WWF, élément connecteur ?

Le message a été entendu du côté du WWF en Suisse romande, qui lance un grand projet de connexions naturelles, main dans la main avec des agriculteurs⁵. En effet, l'ONG a commencé à mettre en place des corridors biologiques sous forme de haies, d'étangs ou encore de prairies fleuries. Et elle cherche à le faire sur des domaines agricoles, en partenariat avec les exploitants. En plus de prendre en charge la totalité

des frais liés à la mise en place du milieu naturel (de la première étude d'impact à la dernière commande chez Biocontrol) le WWF amène des équipes de bénévoles pour mettre la main à la pâte, aussi parce que depuis quelques temps, ceux-ci demandent de plus en plus à participer à des activités à l'extérieur, sur le terrain.

Benoît Stadelmann, responsable du travail régional romand pour l'ONG, est très clair sur ses motivations : « Certes, en milieu agricole intensif, on est dans un désert de biodiversité, on manque de connexion entre les espèces. Il y a un gros déficit d'éléments naturels offrant des lieux d'habitation ou de reproduction pour de nombreuses espèces, auxiliaires de cultures compris. Le but affiché de notre projet est d'aider les agriculteurs à ramener quelques éléments de connexions naturelles, et idéalement qu'ils aillent vers des modes d'exploitation plus extensifs. Mais la véritable motivation est de réconcilier le milieu de l'environnement et celui de l'agriculture, et surtout avec la population. Pour chaque projet, un groupe de bénévoles vient creuser une marre, planter des arbres ou poser des nichoirs, avec l'agriculteur. Il est vital que les citoyens puissent se réapproprier la nature et l'agriculture. »

Au lieu d'accuser les paysans de ne pas prendre soin des paysages, le WWF cherche à les soutenir, car selon eux la politique de la carotte et du bâton – les paiements directs alloués par le biais des surfaces de promotion de la biodiversité (SPB) qui font partie des prestations écologiques requises (PER) ou les contributions à la biodiversité supplémentaires – n'est guère suffisante. Il s'agit concrètement de venir en soutien aux réseaux écologiques locaux. Ces projets à moyen terme – huit ans – impliquent en général plusieurs agriculteurs, les autorités communales et cantonales, et des compétences externes, agronomes ou biologistes. « Ces réseaux sont souvent très positifs, mais leur mise en place est complexe et les résultats se font parfois attendre. C'est pourquoi nous mettons un point d'honneur à assurer le suivi de nos projets. On va s'assurer, par exemple, que la mare mise en place ne soit pas envahie par une espèce de grenouille néfaste. Ou que la haie prenne. Que le projet soit une véritable plus-value pour le paysan et pour la biodiversité », souligne Benoît Stadelmann.



Photo: Max Oentli / WWF Suisse

Des bénévoles plantent une haie à Dardagny

Projet-pilote à Dardagny

Le lancement du projet des connexions naturelles a été initié dans la campagne genevoise, chez un passionné de biodiversité, Stéphane Gros, vigneron-encaveur de son état. Sur le plateau de la Donzelle, à un jet de pierre de la frontière française, sur une commune sans chasse et sans pesticides, le viticulteur a créé un refuge de biodiversité. Il y plante des vignes en hutin où, comme au XVIIe siècle, la vigne pousse sur les arbres. Il raconte : « Il y a beaucoup d'animaux ici, dont certains sont menacés : lièvres, chevêche, sangliers, alouettes lulu, faucons crécerelles, blaireaux, biches, etc. J'ai voulu préserver tout ça. On est passé en polyculture, on cultive de la céréale pour faire du pain à l'ancienne, sarrasin et moutarde présentement. On a mis des noyers et mûriers en pourtour de parcelle. Et au centre, sur le mode de l'agroforesterie, on a des vieilles espèces de pommiers et poiriers mi-tiges, les plants de vignes qui commencent à y grimper sont quant à eux tous interspécifiques et résistants. »

Plusieurs mesures en faveur de la biodiversité ont été réalisées sur cette parcelle, financées notamment par le canton de Genève. C'est principalement sur les plants de vigne des hutins, la prairie fleurie et les haies que le WWF est intervenu, et a soutenu le projet, financièrement et avec des heures de bénévolat. Et la haie comme les bénévoles sont des atouts majeurs pour le vigneron. « Une haie a de nombreuses fonctions. Elle sert de barrière contre les coups de vent. Elle permet aux oiseaux de venir nicher et se reproduire. Elle sert aussi d'abri pour les mammifères. En bref, les éléments connecteurs permettent

de recréer toute la chaîne alimentaire. Et puis, l'idée a été reprise par des voisins ! Car, dans les vignobles, on a souvent des problèmes avec la flavescence dorée, une maladie véhiculée par la cicadelle. Plus tu as de fleurs, plus tu as de biodiversité, plus tu as de chance d'avoir les petites guêpes qui vont avaler cet insecte porteur de cette maladie ruineuse.

Et non, ce n'est pas compliqué d'avoir des bénévoles sur place, même s'ils n'y connaissent rien. Ça leur permet de voir concrètement ce qu'on fait. Et c'est intéressant parce que ce sont des choses qu'ils vont pouvoir partager ensuite. » Si la notion de partage l'emporte, alors agriculteurs et ONG devraient pouvoir collaborer encore, pour la sauvegarde de la biodiversité et de l'environnement.

Eline Müller

- 1 www.WWF.ch/fr/savoir/biodiversite
- 2 Pro Natura, brochure « Que nous apporte la biodiversité ? », 2010
- 3 Voir la campagne de Pro Natura sur les pesticides agricoles et notre article y référant, en page 3 du numéro 5 du *Journal d'Uniterre*, juin 2016
- 4 OFAG, Rapport agricole, 2015 ou www.agrarbericht.ch/fr
- 5 www.wwf-vd.ch/connexionsnaturelles

Tout agriculteur intéressé à monter un projet de connexion naturelle avec le WWF, ou simplement curieux, est invité à contacter la responsable :
noelie.nodiroli@wwf.ch
021 966 73 95

INTERNATIONAL

Une grande ferme avec 21 vaches

Depuis l'adhésion de la Pologne à l'UE et l'abolition des quotas, le nombre de fermes laitières dans ce pays a diminué ; il y a moins de vaches et plus de lait. Mais toutes les exploitations n'ont pas grandi.



Paulina Antolak, la fille, a étudié l'élevage et aimerait reprendre la ferme avec ses 21 vaches laitières de race Simmental

La ferme de la famille Antolak est sise à Ogdarno, un petit village d'une trentaine d'habitants dans la Poméranie occidentale, à 150 km de Stettin. Alina, la fermière, et sa fille Paulina (22 ans) m'accueillent chaleureusement et me présentent fièrement leurs 21 vaches de race Simmental. Lors de mon arrivée, le troupeau est sur le pâturage près d'un grand râtelier avec du haylage. «Elles peuvent sortir tous les jours, sauf quand il y a de la neige.» Les vaches sont curieuses et confiantes, elles s'approchent. Alina Antolak explique : « En 2005, après avoir perdu notre troupeau Holstein en raison d'une infection avec le virus de la leucémie bovine, nous avons acheté 16 Simmental, des génisses portantes, en Allemagne. Depuis lors, nous ne jurons plus que par cette race. Les Simmental sont robustes et saines. Elles donnent un peu moins de lait, mais leur espérance de vie est très élevée. » Du troupeau

original, cinq sont toujours en vie, toutes les autres sont des filles. Sur la ferme, la moyenne est de 7 lactations par vache, avec vêlage saisonnier au printemps. La production moyenne par lactation est de 7'750 kilos.

La stabulation entravée a été bâtie en 2000. Il faut sortir le fumier à la main deux fois par jour. Il y a une installation à traite directe avec trois éléments trayeurs. Le fourrage est également servi à la main, sans mélange. Après la traite, les vaches reçoivent du haylage composé d'un mélange de trèfles, du silage de maïs, des drêches de brasserie, des éléments minéraux, des vitamines et du sel. Le haylage et le maïs sont produits sur la ferme. Une fois par semaine, Roman Antolak va chercher les drêches à la brasserie dans le village voisin avec le tracteur. La ration est complétée avec l'herbe du pâturage.

Ferme Antolak : paiements directs pour la modernisation

L'année passée, les paiements directs de l'UE pour la famille Antolak s'élevaient à 28'000 zlotys, ce qui correspond à environ 7'168 francs suisses. Cet argent est utilisé directement pour financer les acquisitions des dernières années : deux tracteurs, une enrubanneuse de balles à silo, l'installation de traite et le tank à lait. De plus, la famille a pu acheter un peu de terrain. Le couple Antolak a fait ces investissements pour offrir une bonne base à leur fille Paulina lors de sa reprise d'ici quelques années. La jeune femme entreprenante a fait des études en élevage à Posen. Récemment, elle a suivi un cours d'insémination. Pour elle, son avenir sur la ferme est tout tracé. « Notre laiterie vient de communiquer par SMS que les prix vont continuer à baisser jusqu'en juin, la suite n'est pas claire. Comme la quantité de lait produite est plus importante en été, les prix ne vont pas remonter rapidement. Mais ça ne me fait pas peur. »

La laiterie leur paye 97 groschen (25 centimes) pour 4,6% de matière grasse et 3,37% de protéine. C'est moins que l'année dernière (environ 1 zloty ou 26 centimes), mais dans l'ensemble, la ferme n'a pas encore souffert de la crise laitière sur le marché européen. « Les baisses de prix sont beaucoup plus importantes pour les grandes exploitations. Avec la majoration pour les quantités supplémentaires, ils recevaient jusqu'à 1,30 zloty (33 centimes), c'est beaucoup plus que maintenant. Certains ne reçoivent plus que 1,03 zloty (26 centimes) », explique Alina Antolak. En été, la famille Antolak reçoit aussi une majoration de 10 groschen (2,5 centimes) pour les quantités supplémentaires. « Parfois, nous recevons une prime en fin d'année. La dernière fois, elle était de 3'500 zlotys

(896 francs). Pour couvrir nos frais de production, nous aurions besoin de 1,20 zloty (30 centimes) par litre. »

Changement structurel après l'abolition des quotas

En Pologne, l'abolition des quotas en 2015 a eu pour conséquence l'arrêt de la production laitière sur de nombreuses petites fermes (3 à 6 vaches), entre autres, parce que les laiteries ne sont plus prêtes à venir chercher ces petites quantités. Le commentaire d'Alina Antolak : « C'est dommage, car ces producteurs perdent un revenu difficile à remplacer en milieu rural. Les grands ont augmenté leur quantité au moyen d'un affouragement plus intensif ou, pour certains, en agrandissant leur cheptel. Maintenant, ils produisent davantage, mais ils reçoivent moins d'argent pour leur lait qu'avant. Ce n'est pas positif, ça fait chuter les prix pour tout le monde. » Lors de l'adhésion de la Pologne à l'UE en 2004, il y avait en moyenne trois vaches par ferme. En 2014, la moyenne était déjà de huit vaches par ferme et en 2015, avec l'abolition des quotas, cette tendance s'est renforcée.

La famille Antolak ne veut pas agrandir sa ferme qui fait déjà partie des fermes moyennes à grandes avec 21 vaches. Selon l'organisation des producteurs de lait polonais PFHBiPM, il y avait 285'700 fermes produisant du lait en 2014, soit l'année de l'abolition des quotas. 212'700 fermes avec moins de dix vaches, 57'100 fermes avec 10 à 29 vaches et seulement 825 fermes avec plus de 100 vaches. Parmi ces grandes exploitations figurent également les (anciennes) fermes étatiques, par exemple la ferme Juchowo en Poméranie occidentale.

Production laitière en Pologne

Quatrième producteur laitier de l'UE après l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, avec une production de 11'759 milliards de litres de lait en 2005 et 12'959 milliards de litres de lait en 2015, dont environ 25 millions de litres en production biologique. Moyenne de vaches par ferme en 2004 : 3,8 et en 2014 : 8. Nombre de fermes avec production laitière en 2014 : 285'700, dont 212'700 avec moins de 10 vaches. Nombre de laiteries : 198. La part de marché des quatre laiteries les plus grandes est de 40%. Prix moyen au producteur en 2015 : 27,65 centimes/litre. Paiements directs en agriculture conventionnelle : env. 108 francs/ha. Paiements directs en agriculture biologique : env. 193 francs/ha. Paiements pour le Greening : 73 francs/ha.



Une grande différence dans la production de lait : traite directe avec trois éléments trayeurs chez la famille Antolak (21 vaches laitières) et une salle de traite en épi 2x12 sur la ferme Juchowo (360 vaches laitières).



Sebastiaan Huisman, directeur visionnaire de Juchowo, avec Monika Liberacka, la responsable de la production de lait. Tous deux sont pleins d'enthousiasme quand ils parlent de leur travail avec les Holstein et Brown Swiss.

Ferme Juchowo en mains d'une fondation

La fondation Stanislaw-Karlowski est propriétaire des terres, bâtiments, animaux et machines de la ferme Juchowo et elle les donne en affermage à la GmbH Spółka Rolnicza Juchowo. Avec sa stabulation libre à logettes, la ferme ressemble à de nombreuses exploitations modernes, dont la ferme étatique Galopol près de Poznan. Ce n'est qu'après un examen plus attentif qu'on remarque de nombreuses spécificités sur cette ferme biodynamique de 1600 hectares.

Il y a 250 vaches laitières, 275 génisses et 15 taureaux dans les stabulations claires, conçues pour le bien-être des animaux et pour faciliter le travail. Néanmoins, les frais de personnel ne sont pas moins élevés que sur la ferme de la famille Antolak. Il y a 18 personnes qui soignent les bovins et s'occupent de la traite.

Les 650 animaux sont répartis en trois étables, toutes reliées les unes avec les autres et avec la salle de traite. Monika Liberacka (30), responsable de la production laitière, explique : « Les vaches ne peuvent pas reconnaître plus de 100 autres bovins.

La reconnaissance est nécessaire à la bonne entente, pour éviter les blessures. Ainsi, nous n'avons pas de troupeau supérieur à 100 bovins. La majorité des vaches sur Juchowo ont des cornes, autant celles de la race Holstein que celles de la race Brown Swiss qui sont mélangées dans les étables. Afin de réussir la gestion du troupeau dans la stabulation libre malgré les cornes, les vaches ont plus de place : il y a 15 m² par vache et les couloirs mesurent tous au moins 4,50 m de largeur. Les employés ont une approche très respectueuse des vaches. Par exemple, on préfère les attirer et les conduire au lieu de les pousser.

Toute la production laitière de Juchowo est livrée à la laiterie Gläserne Molkerei en Allemagne, située à 200 km. Le prix payé au producteur est de 54 centimes d'euro (59 centimes) plus la taxe sur la valeur ajoutée. Avec un taux de change de 4,3 zlotys pour 1 euro, c'est un prix très intéressant pour une ferme avec des frais de production polonais. Sebastiaan Huisman, visionnaire néerlandais et directeur de Juchowo, explique que la situation financière de Juchowo n'est quand même pas rose. « Les investissements effectués jusqu'alors se comptent dans les millions et chaque

année, nous affectons de grandes sommes à l'amélioration de la qualité du sol. Cela se fait par la culture de légumineuses et l'apport de compost, par l'aménagement d'étangs et la plantation de haies. »

Je demande quels ont été les changements pour Juchowo après l'abolition des quotas. La réponse de Sebastiaan Huisman est courte et concise : « Rien, si ce n'est que les paysans conventionnels achètent moins de génisses chez nous. Actuellement, le prix du lait bio est bon. »

Famille Nowak : pas de nouvelles d'Emmi

En Pologne, les distances sont grandes et les routes en mauvais état. L'infrastructure est lacunaire, les chemins de transport du lait sont longs et les producteurs n'ont souvent pas d'autre choix que de livrer aux sociétés laitières locales, même si la coopération n'est pas bonne. La famille Nowak, bien qu'elle soit biologique, vend le lait de ses 32 vaches Holstein à une laiterie conventionnelle pour 96 zlotys (25 centimes). Le coût de production est de 1,50 zloty (38 centimes). Depuis que la Gläserne Molkerei a été reprise par Emmi, elle n'a plus donné de nouvelles à la famille Nowak, malgré l'existence d'un avant-contrat. (La croissance d'Emmi par le rachat de laiteries plus petites ne se fait pas seulement en Suisse – comme nous l'avons constaté récemment avec la Napfmilch.)

La laiterie biologique la plus proche se trouve à 300 km. Ainsi, la famille Nowaks opère un financement croisé du lait grâce à la haute valeur ajoutée réalisée avec la vente de céréales et de lentilles vers l'Allemagne. Depuis 2009, la valeur de leurs 160 hectares de terre a quasiment triplé (de 2'900 à 7'700 francs), puisque les paiements directs sont très intéressants pour les paysans et parce que l'État génère des recettes fiscales importantes en fixant une moyenne de prix élevé pour les terres agricoles. Toutefois, une vente est hors question : « Nous aimons notre métier et nous voulons cultiver nos terres nous-mêmes. »

Et quelles ont été les conséquences de l'abolition des quotas pour la famille Nowak ? Wieslaw Nowak : « Il n'y a pas eu de conséquence directe. Nous n'avons jamais fait de surproduction et nous n'avons pas augmenté notre quantité. Mais il paraît que le volume total de lait augmente, ce qui fait baisser les prix. Je ne sais pas s'il y a effectivement trop de lait ; peut-être que l'embargo sur les exportations à destination de la Russie et l'augmentation de la production ne sont que des excuses pour baisser les prix. »

La Pologne connaît aussi les producteurs de lait turbo et les adeptes de la croissance. On dirait cependant qu'il s'agit d'une petite minorité. La famille Antolak illustre l'importance de trouver un modèle cohérent et adapté à la ferme et aux fermiers, un modèle soutenu avec passion et confiance par tous les membres de la famille. Avec leurs 21 vaches, la situation de la famille Antolak se présente plutôt bien et même la relève est assurée.

Aucune des fermes que j'ai visitées n'a utilisé du soja comme fourrage. Sur la ferme Antolak, ils utilisent le maïs et les drêches de brasserie, la famille Nowak utilise un mélange d'avoine et de lentilles et la grande ferme biodynamique Juchowo mise sur un foin avec 60 % de légumineuses, notamment du trèfle et de la luzerne. Ainsi, chaque ferme a trouvé sa propre solution, sans pour autant utiliser des fourrages importés.

texte et photos : Sonja Korpeter
traduction : Stefanie Schenk

INITIATIVE

Le Conseil fédéral recommande

Lorsque l'actuel Conseil fédéral recommande de rejeter une initiative populaire, cela équivaut pratiquement à un gage de qualité. Celle d'Uniterre « remettrait en question la réforme agricole ». Juste. C'est exactement ce que nous voulons. La réforme agricole entamée est contraire aux conclusions du rapport sur l'agriculture mondiale. Les soi-disant « innovations » créent de la concurrence entre voisins et partenaires commerciaux. Le paysan devient le serviteur d'une industrie événementielle.

Au lieu de miser sur un approvisionnement alimentaire souverain, les autorités veulent conclure des accords commerciaux clientélistes - exempts de tout concept de sécurité alimentaire -, précarisant ainsi fortement les agriculteurs. Cette réforme agricole créée par des jeunes loups aux dents longues est très loin du bon sens. Heureusement qu'en Suisse, c'est le peuple qui est souverain.

Jakob Alt

traduction : Stefanie Schenk

IBAN UNITERRE

POUR LES DONS :

CH17 8012 3000 0028 4966 7

POUR DEVENIR MEMBRE :

CH50 8012 3000 0028 4965 5

référence bancaire :

Banque Raiffeisen Basse Broye Vully
CCP de la Raiffeisen 17-6872-4

CB 80123

Uniterre

p.a Claude Mudry

Bellevaud 50

2518 Nods



**si vous voulez recevoir
nos alertes SMS**
envoyez votre n° de natel
avec Nom et Prénom
au 079 574 54 12
ou par email à
info@uniterre.ch

la ligne nature

Metrabol
BOLUS naturel après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Parabol
en cas de cellules
somatiques

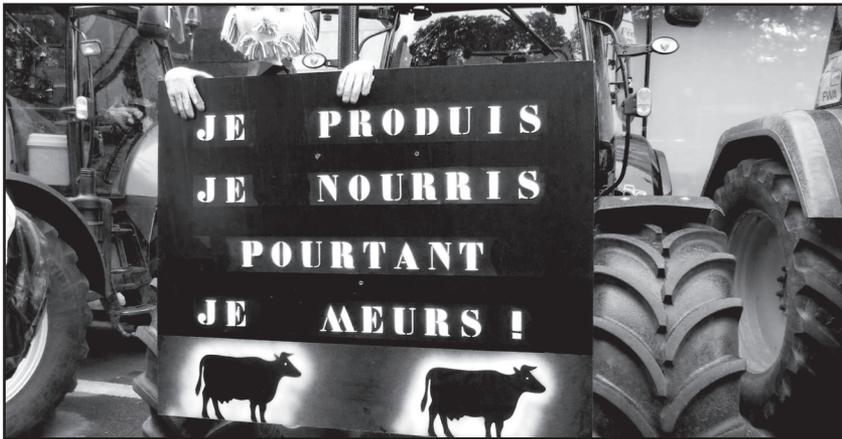
LGC SA

ONLINE SHOP 1627 Vaulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

EUROPE

Le devenir de l'Europe : des Paysans et des fermes à taille HUMAINE !

Nombreux sont les citoyens qui ont dans leur lien de parenté une origine paysanne. Quand on parle des difficultés, des crises qui agitent les producteurs de lait et les autres productions, ils sont touchés comme si on les touchait eux-mêmes. Ces crises sont bien réelles. Depuis plusieurs années, les agriculteurs produisent en dessous des prix de revient. Se lancer dans le métier est un exercice périlleux voire suicidaire. Extraits d'un texte disponible sur notre site www.uniterre.ch



[...] En 1992, après la chute de l'URSS, s'appuyant sur un néo-libéralisme sans scrupule, l'Union Européenne s'engage dans un processus de dérégulation des marchés et se retire du pilotage des denrées alimentaires. C'est donc le marché mondial qui dorénavant fixe les prix aux producteurs. En 2003, l'UE applique cette doctrine à la production laitière et décide de la fin des quotas laitiers pour 2015. [...]

Aujourd'hui, plus de 88% du lait est autoconsommé par les citoyens européens et les 12% restants sont écoulés sur le marché mondial. Or c'est sur ces 12% qu'est fixé le prix du lait aujourd'hui. Sans une régulation centrée sur le territoire européen d'abord, nous ne verrons pas le bout du tunnel. [...]

Le problème est que les régions laitières les plus « compétitives », celles de l'Europe du Nord, n'ont pas l'intention de réduire leurs collectes. Certains pays, comme l'Irlande, pays d'origine du Commissaire Européen, veulent doubler leur production et prendre des parts de marché. Ils n'ont que faire des mesures volontaires. D'autres comme l'Allemagne sont tentés d'octroyer des aides de trésorerie. [...]

C'est inacceptable !

L'attitude de la Commission de laisser faire les marchés et de se soustraire de son rôle d'arbitre, au sens politique du terme, conduit à la catastrophe et à une hécatombe de nombreux emplois, tant en agriculture que dans le para-agricole. Le nombre de suicides de producteurs de lait n'a jamais été aussi élevé.

De plus, de nombreuses régions herbagères et semi-montagneuses, qui représentent plus du tiers des surfaces de toute l'Europe, seront désertées par la production laitière.

Ce sentiment d'abandon par la politique du « laisser faire le marché » laissera des traces (endettement, appauvrissement, non transmission des fermes, perte de sens etc...), dans le conscient et l'inconscient des agriculteurs et des citoyens. Il provoque déjà un rejet de l'Europe, des rejets de l'autre et l'émergence de partis nationalistes extrêmes. [...]

Comme un avion sans ailes

En 2013-2014, à la fin du régime des quotas, l'U.E. et un ensemble d'institutions, certaines laïteries, certaines banques, le COPA-COGECA [l'USP en est le membre suisse], les marchands de machines, etc... ont appelé à l'augmentation de la production, avançant : « C'est la fin des quotas ! Il y a des opportunités dans les pays d'Asie et particulièrement en Chine. Les quotas vous ont bridés, agrandissez-vous ! Produisez plus ! C'est la solution pour vous de gagner plus ! ».

Bon nombre de fermes, partout dans l'U.E., se sont engagées dans cette voie, amenant ainsi d'énormes volumes de produits laitiers, tant sur le marché intérieur que sur le marché mondial.

Ces excédents, suite à l'embargo russe et à une moindre demande de la Chine, ont provoqué une chute énorme des cours du marché du lait. L'orientation prise par la Commission de miser sur les exportations extra-européennes est vulnérable. [...]

Une autre approche est possible !

Il existe des alternatives ! Il faut arriver à une réduction obligatoire chez tous les producteurs, suivie d'une régulation des volumes, flexible et adaptée à notre temps. Et puisque le mot « quota » est banni, appelons le simplement « maîtrise

des volumes ». Le Conseil et toutes les instances de l'U.E. doivent reprendre le pilotage, en relevant un ensemble de défis qui, obligatoirement, doivent rencontrer les préoccupations des citoyens avant celles des multinationales, comme c'est le cas actuellement. [...]

Où est l'Europe sociale ? Où est l'Europe des citoyens ? Où est l'Europe fiscale ? Où est l'Europe de la défense commune ? Où est l'Europe de la transition énergétique ? Où en est la souveraineté de l'Europe dans tous ces domaines ? Et, particulièrement comme agriculteur, où est la Souveraineté Alimentaire de l'Europe ?

Or, cette Union se hâte de conclure des accords de libre-échange avec l'Amérique du Sud (MERCOSUR), avec le Canada (CETA) et avec les États-Unis (TTIP). [...]

L'agriculture comme monnaie d'échange, inacceptable !

L'U.E. s'engage dans le marché sans règles. Elle prend ce virage pour faire place à une industrialisation croissante de son agriculture. Elle y perdra non seulement son âme, mais aussi son destin, car elle engage toute l'Union Européenne dans une dépendance alimentaire ! Situation dans laquelle aucun pays, aucune civilisation, jusqu'à présent, ne se sont engagés. Tous les grands pays : États Unis, Chine, Inde, protègent leur agriculture. Toutes les grandes civilisations ont fait de leur agriculture une priorité. Pour rappel : les Pères fondateurs du Marché Commun l'ont inscrite dans le traité de Rome. [...]

Et les emplois ?

Regardons en face les chiffres de 22 millions de chômeurs dans l'Union et combien en sont exclus ? Et le taux de 19,7% de chômage des moins de 25 ans. 4,454 millions de jeunes (hors étudiants) sont à la recherche d'un emploi. 20 à 25% de la population européenne vit en situation de pauvreté. Ces chiffres révèlent l'un des fléaux majeurs de notre époque. L'agriculture à taille humaine pourrait promouvoir un nombre important d'emplois, partout sur tous les territoires. [...]

Les petites et moyennes fermes relèvent plus facilement les défis environnementaux. La valorisation des pâturages, l'utilisation moindre d'énergie et de

mécanisation c'est possible ! Si l'utilisation des pâturages était maximisée, les apports d'achats de concentrés en protéine végétale importée seraient moindres, voire nuls.

Qui dit protéine dit souvent soja OGM, transport et déforestation. Il n'est pas anodin de signaler que 70% des protéines végétales consommées dans l'U.E. sont importés et viennent des Amériques. Il n'est pas anodin également de dire, en cette période d'inondation, que les prairies absorbent les fortes pluies et jouent un rôle d'éponge, ce que les champs labourés ne font pas.

Les abandons de terres provoqueront le retour en friche. En cas de sécheresse, ces étendues deviennent vite des allumettes en puissance. [...]

Il est dès lors évident que tout soutien à l'agriculture industrielle basée sur le libre-échange sans protection, est à revoir. [...]

La promotion des petites et moyennes fermes (à taille humaine) contribuera à apporter plus d'emplois, une nourriture locale de qualité, produite partout sur tous les territoires de l'U.E. Les petites structures apporteront leur contribution à la lutte contre le réchauffement climatique et une meilleure protection sanitaire. Elles sauveront plus aisément l'U.E. de la dépendance alimentaire et lui permettront de résister avec succès aux chocs à venir.

Ce choix permettra à l'Europe de réussir sa réorientation vers des valeurs humanistes, ce qui la rendrait désirable pour un grand nombre de citoyens.

La culture paysanne a un ancrage profond dans l'histoire de l'Europe. Le savoir et les valeurs que portent les paysans constituent un socle précieux pour l'avenir de celle-ci.

Défendons une réduction obligatoire de la production de lait et une régulation des volumes !

Encourageons le modèle de fermes à taille humaine !

Le devenir de l'Europe en dépend !

Henri LECLoux, Agriculteur
coupures de la rédaction ; lire
l'article complet sur www.uniterre.ch

ACCÈS À LA TERRE

Fondation Le Lombric

La problématique de l'accès à la terre est un préalable central à toute réflexion sur l'agriculture. Pour permettre l'existence d'une agriculture de proximité, respectueuse de l'environnement et de la santé humaine, il ne suffit pas de sauvegarder des zones agricoles. Il faut encore s'assurer de la répartition des terres et des conditions de leur travail.

Partout en Europe, la taille moyenne des exploitations augmente et les domaines se morcellent. La pression sur les prix à la production et les revenus insuffisants sont une des causes de la difficulté rencontrée lors d'une cessation d'activité et de la remise d'une ferme. Des fermes sont transformées en habitations sans lien avec un domaine, tandis les paysans font des trajets toujours plus importants pour rejoindre les lieux de culture, de stockage et de transformation. D'un autre côté, de nombreux jeunes issus de milieux non agricoles entreprennent des formations agricoles, mais rencontrent des difficultés pour trouver une ferme pour pouvoir s'installer. En effet la remise d'une ferme hors cadre familial, si elle doit être envisagée, n'est pas aisée. Il existe certes de bonnes solutions de type fermage ou remise sous forme de droit de superficie, mais celles-ci ne conviennent pas toujours aux situations concrètes. Les bâtiments d'habitations et de production, les équipements ainsi que les terrains nécessitent des fonds propres énormes et représentent en général une telle valeur de capital sur le marché, qu'elle ne pourra jamais

être amortie par l'activité agricole. Les banques imposent des conditions toujours plus sévères aux paysans et les conditions d'attribution des crédits d'investissements ne correspondent que rarement aux objectifs de développement d'une agriculture paysanne. Les fonds de placement des caisses de prévoyance, qui gèrent des fortunes colossales, ne veulent pour l'instant guère investir dans le développement d'un système alimentaire durable basé sur une agriculture paysanne. Une telle politique d'investissement resterait cependant sûre et utile à la collectivité, bien que moins lucrative que le placement dans des fonds spéculatifs. Il reste un important travail de lobbying à faire pour en convaincre les milieux financiers.

Comment agir ?

C'est en réponse à cette situation que depuis un certain temps, partout dans le monde des structures à but non lucratif se créent pour soutenir l'installation de nouvelles fermes et pour aider à la préservation de fermes et de terres agricoles menacées. Par exemple en France, il y a « Terre de Liens », dans

les pays anglophones les « Community Land Trust » et en Allemagne la coopérative « Kulturland » qui collectent des fonds dans ce but.

Dans la région Franco-Valdo-Genevoise, la fondation « Le Lombric », fondée en 2012, soutient le maintien ou la création de petites structures agricoles polyvalentes et l'installation de nouveaux paysans en Suisse et en France voisine. Une action décisive dans le domaine de l'accès à la terre implique des moyens financiers importants et une solide assise juridique. C'est pour cette raison que la forme de la fondation – qui garantit une pérennité et une utilisation transparente des fonds – a été choisie. Pour atteindre ses objectifs, la fondation a développé plusieurs moyens d'action :

- intervenir dans des reprises d'exploitation par des prêts sans intérêt ou des dons, ou encore en acquérant elle-même des biens-fonds ;
- soutenir financièrement des projets existants (amélioration des accès à l'eau, construction-rénovation de locaux de stockage, de transformation ou de lieux d'habitation sur les domaines) ;

- diffuser l'information (connaissances juridiques, informations pratiques) ;
- mettre en contact les porteurs de projets et les propriétaires de terres ;
- favoriser l'évolution du droit foncier rural.

Elle soutient donc la réalisation de projets paysans qui maintiennent ou constituent des domaines cohérents dont la production est écoulee à proximité. Depuis sa création elle a déjà à son actif le soutien à quatre projets d'installation dans la région genevoise.

La fondation Le Lombric est reconnue d'utilité publique, elle peut recevoir des dons et des legs sans être sujette au droit d'enregistrement. Les dons sont également déductibles de vos impôts cantonaux et communaux sur le revenu.

Rudi Berli

Pour des informations complémentaires sur les activités de cette fondation et la manière de pouvoir la soutenir, vous pouvez consulter le site : www.lelombric.org

VOTATIONS

Initiative pour une «économie verte»

Initiative contre le gaspillage, pour notre prospérité à long terme, l'économie durable concerne tous les secteurs.

Le 25 septembre prochain, nous votons sur l'initiative dite «économie verte». Le cœur de ce projet se trouve dans la disposition transitoire : «L'empreinte écologique» de la Suisse est réduite d'ici à 2050 de manière à ce que, extrapolée à la population mondiale, elle ne dépasse pas un équivalent planète». En un mot comme en cent, l'humanité dépense plusieurs fois ce que la Terre peut supporter, en termes de ressources diverses (eau, sol, énergie, métaux, etc.), pour qu'elle puisse se renouveler au fur et à mesure de ces prélèvements ; il faut revenir à un niveau supportable, qu'on appelle un «équivalent planète». En Suisse, nous sommes proches de la moyenne mondiale, trois équivalents planète, donc trois fois trop (les États-Unis, par exemple, en sont à six fois).

Le défi est de conserver notre prospérité en réduisant notre consommation de ressources et surtout de réorienter notre économie de manière à garantir notre prospérité à long terme. Si nous ne le faisons pas, nous allons dans le mur, à l'échelle nationale autant que mondiale. La raréfaction des matières premières, au sens le plus large, nous empêchera

progressivement d'avoir des instruments aussi banalisés que les téléphones (le coltan qui leur est indispensable existe en quantité limitée) ; l'érosion des sols et l'indisponibilité de l'eau, conséquences notamment du dérèglement climatique, posent des problèmes plus cruciaux encore.

L'initiative pose donc un objectif général, à partir duquel toutes les politiques publiques, agricoles et industrielles d'abord, mais pas seulement (transports, enseignement, recherche, etc.) doivent être repensées. Le catalogue des moyens est celui dont disposent toujours les autorités : fournir de l'argent (subventions) et en prélever (taxer), prescrire ou interdire certains comportements, informer et former. Toutefois, les meilleures voies résident manifestement dans le développement de l'«économie circulaire» et de l'«économie de fonctionnalité».

La première nommée consiste à faire tourner les ressources (en général les composants des objets) pendant un maximum de cycles de vie grâce à un recyclage intensif, avant qu'in extremis elles ne finissent par devenir des déchets ; les techniques à cet effet ne sont pas toutes à inventer, bon

nombre sont à portée de main, à favoriser et sans doute à perfectionner. La seconde repose sur le constat que ce qui nous importe n'est souvent pas de posséder les objets, mais de bénéficier de leur fonction au moment adéquat, de pouvoir en faire usage lorsque nous en avons besoin, en en laissant sinon la disposition à d'autres : l'exemple emblématique est celui des voitures du système Mobility, qui ne sont sollicitées par les abonnés que quand un trajet automobile est nécessaire et utilisées par d'autres gens dans l'intervalle, au lieu de rester stationnées vingt-trois heures sur vingt-quatre.

En ce sens, nous avons vraiment affaire à une initiative «antigaspi», à une rationalisation des processus économiques. Si l'on dépasse la très nocive vision à court terme, on constate que l'on fait ainsi converger les intérêts économiques et écologiques. Toute une partie des grandes entreprises l'a compris, en particulier l'association Swisscleantech, qui se distingue de la très rétrograde «economiesuisse» ; la proposition de l'initiative rejoint d'ailleurs la «Vision 2050» du World Business Council for Sustainable

Development (où se trouvent même des multinationales suisses).

Prospère sans être gaspilleur est un programme de simple bon sens.

Luc Recordon
Conseiller aux Etats

Commentaire

Par principe, le comité d'Uniterre ne donne pas de consigne de vote pour des sujets qui ne sont pas directement liés à l'agriculture. Néanmoins, il est persuadé que cette initiative peut apporter des opportunités pour les familles paysannes, notamment dans la production d'énergie, le soutien aux circuits courts et à l'économie locale en général.

Les Verts cherchent à créer un comité d'entrepreneurs favorables à l'initiative. Libre à vous d'y adhérer.

Pour en savoir plus ou adhérer
031 326 66 03
ou info@economieverte.ch

ENGAGEMENT

Neil Young invite Uniterre au Montreux Jazz

En recevant le premier email venu de Londres, je pense à un spam, un de plus. Je fais trainer ma réponse, ayant d'autres dossiers plus urgents. Les jours passent et je reçois un autre email d'une certaine Pat. Je réponds timidement mon intérêt, en pensant toujours à un canular et surtout que je n'aurais aucune réponse. Puis Pat, de l'organisation *Beyond GM*, me répond dans l'heure, toute contente d'avoir enfin de mes nouvelles. Elle m'explique la démarche de Neil Young.

Très engagé depuis longtemps, il a sorti un album en 2015 intitulé *Monsanto Years* (l'année de Monsanto) où il critique frontalement les OGM et directement la firme américaine. A chacune de ses dates de concert, il organise un « village » avec des stands où des associations locales et des médias critiques contre les OGM, l'agriculture industrielle et certaines multinationales peuvent s'installer et communiquer avec les fans du chanteur. Uniterre, StopOGM,

AllianceSud, Le Courrier ont donc été invités à tenir un stand... et à suivre le concert gratuitement.

Après quelques recherches sur le web, je découvre qu'au fil de l'album le chanteur canadien dénonce les pratiques du groupe agrochimique pour imposer ses produits aux agriculteurs. Mais il cible aussi la grande distribution ou même l'industrie pétrolière en égrenant les marques comme Starbucks, Chevron, Walmart ou Safeway. J'apprends également que le rocker canadien a appelé en novembre 2014 à boycotter Starbucks en raison de son implication supposée dans une procédure judiciaire collective lancée contre la labellisation des produits utilisant des OGM dans l'Etat du Vermont. Il est même signataire d'*Une Lettre d'Amérique, Vivre avec les OGMs*.

C'est donc avec plaisir qu'Uniterre a tenu un stand à l'entrée de l'auditorium Stravinsky. L'occasion de parler de souveraineté alimentaire, des problématiques



agricoles et d'agriculture contractuelle à un autre public mais néanmoins très intéressé et intéressant ; puis d'admirer le show – de 3h – d'un des rockers les plus mythiques de la planète. Le concert a démarré avec des paysannes et des paysans en train de semer, puis chassés par des représentants de l'industrie chimique ! Tout un programme qui, sous les riffs de guitares rageuses, a pris une dimension encore peu connue de mes mirettes et écoutes. Thanks Neil for your commitment and keep on rockin' in a free world !

Nicolas Bezençon

Plus d'infos : <http://www.beyond-gm.org>



INSCRIVEZ-VOUS POUR LE 2^E FORUM EUROPÉEN POUR LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

Du mercredi 26 au dimanche 30 octobre aura lieu à Cluj, en Roumanie, le 2^{ème} forum Nyéléni pour la souveraineté alimentaire. Plus de 1000 personnes venant de 42 pays – paysannes, bergers-ères, consommateurs-trices, jardiniers-ières urbains-nes, peuples indigènes, chercheurs-euses, travailleurs-euses agricoles, écologistes, militants-tes pour les droits humains et syndicalistes venant de toute l'Europe se rassembleront pour une série d'ateliers et de débats sur les moyens de reprendre le contrôle du système agricole et alimentaire. La Suisse, démocratie en pleine campagne et réflexion sur les questions d'alimentation, a tout à gagner à participer à ce grand rassemblement, et les militants européens présents seront curieux de connaître les arguments nous ayant permis de déposer une initiative populaire sur la souveraineté alimentaire.

C'est pourquoi nous sommes en train de monter une **délégation suisse pour la Roumanie**. Il y a encore de la place, contactez-nous si vous souhaitez participer. **Contact: Eline Müller, e.muller@uniterre.ch, tél: + 41 21 601 74 67**

www.uniterre.ch/actions/agenda

SYMPOSIUM OGM

Judi 10 novembre 8h15-17h30

« **GMOs - 20 YEARS OF COM-MERCIALISATION Knowledge gaps in risk assessments and the missing agenda in agroecology** »

Eventforum, Fabrikstrasse 12, Berne

Participez à notre symposium scientifique organisé autour des thématiques du génie génétique et de l'agriculture. Initié par l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique et ses partenaires, ce symposium accueillera des intervenants renommés du monde entier afin d'avoir une discussion approfondie sur les risques et l'utilité d'une utilisation des biotechnologies en agriculture.

En anglais avec traduction simultanée en français et en allemand

Plus d'infos et inscriptions sur symposium.gentechfrei.ch

AGENDA

Je 4 Août 20h

« **Ceux qui nous nourrissent** » projection et discussion
dom. La Salamandre, Dardagny

Du 15 au 25 Septembre

Semaine du goût 2016
dans toute la Suisse.

Me 21 Septembre 14h-18h

Fondation: Fédération pour la Souveraineté Alimentaire
Paulus Gemeindehaus (Saal H), Freiestrasse 20, Berne
inscription: m.stalder@uniterre.ch

Sa 8 Octobre 13h- **Manif contre TTIP, TISA & Co.**

Berne

Ces accords transatlantiques menacent l'agriculture paysanne. Ils favorisent avant tout les intérêts des multinationales et le l'agro-industrie. Nous avons besoin d'une politique agricole qui permette la subsistance de nombreuses exploitations agricoles, qui garantisse des prix équitables aux producteurs et qui prenne soin de l'environnement. **La souveraineté alimentaire au lieu du libre-échange!**

Di 16 Octobre - **Le climat change, l'alimentation et l'agriculture aussi.**

Divers lieux.

Plus d'infos sur notre site:

www.uniterre.ch/actions/agenda

CONTACTS SECTIONS

Neuchâtel: Philippe Reichenbach
079 640 89 63

Genève: Rudi Berli
078 707 78 83

Fribourg: Stéphane Mauron
026 655 16 27

Vaud: André Muller
021 652 75 50

Jura
021 601 74 67

Chablais: Pierre Moreillon
024 499 21 17



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous ? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture !
Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation : le trio gagnant

www.cresus.ch